RCS : BASTIA
Code greffe : 2002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BASTIA atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00049
Numéro SIREN : 535 289 086
Nom ou dénomination : COBATIS

Ce dépôt a été enregistré le 30/06/2016 sous le numéro de dépôt 1568

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BASTIA

SCP MES H. NAPPI ET N. CASANOVA
PALAIS DE JUSTICE
BP 345 20297 BASTIA CEDEX
TEL 04 95 34 84 70
FAX : 04 95 34 84 71

COBATIS
2 avenue Piccioni
20220 L'Ile Rousse

V/REF :
N/REF : 2013 B 49 / 2016-A-1568

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE BASTIA certifie qu'il a reçu le 30/06/2016, les actes suivants :

Procès-verbal d'assemblée en date du 12/05/2016
- Transfert du siège social

Statuts mis à jour

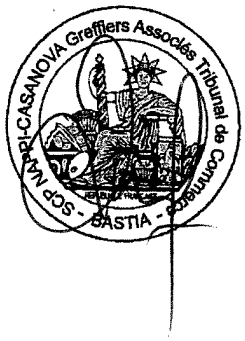
Concernant la société

COBATIS
Société à responsabilité limitée à associé unique
2 avenue Piccioni
20220 L'Ile Rousse

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2016-A-1568 le 30/06/2016

R.C.S. BASTIA 535 289 086 (2013 B 49)

Fait à BASTIA le 30/06/2016,
LE GREFFIER



MODIFICATION SIEGE SOCIAL EURL :

Entreprise Unipersonnel à responsabilité limitée "COBATIS"
au capital de 1 000 euros
ayant son siège social à Zone de Purettone, lieu dit Campirassi (20290) Borgo
immatriculée au R.C.S. de Bastia sous le numéro 535 289 086 RCS Bastia

Procès-verbal de délibération du 12 Mai 2016
L'an Deux Mil Seize,
Le douze mai à onze heures trente minutes,

L'associé unique associé de l'EURL COBATIS réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation faite par la gérance à Perpignan.
Les associés présents sont :

1) Monsieur Chiydi Sadek, demeurant à 2 Av Piccioni 20220 L'Ile-Rousse

La totalité des porteurs de parts étant présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

La séance est présidée par Mr Chiydi Sadek, gérant.

La gérante rappelle que l'ordre du jour est le suivant :

ORDRE DU JOUR
Transfert du siège social actuellement fixé à Zone de Purettone, lieu dit Campirassi (20290) Borgo à l'adresse suivante à compter du 12 Aout 2012 :
2 Av Piccioni 20220 L'Ile-Rousse

Et modification de l'article des statuts dont la rédaction devient :

Article quatrième : siège social

Le siège social est fixé à 2 Av Piccioni 20220 L'Ile-Rousse

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés et tous pouvoirs sont donnés au gérant Mr Chiydi Sadek pour effectuer toutes les formalités auprès des registres du commerce concernés.
Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le gérant déclare la séance levée à 12H00.

De tout ce que dessus il a été signé le présent procès-verbal par tous les associés après lecture faite.

COBATIS

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 1000 Euros

STATUTS

SIEGE SOCIAL :

2 Av Piccioni
20 220 L'Ile-Rousse

CS

Société : COBATIS

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, au capital de 1000 euros

Siège social : 2 Av Piccioni
20 290 BORGO

Le soussigné : Monsieur CHIYDI SADEK Demeurant au 2 Av Piccioni, née le 10 Mai 1976 à Beni-Oulichek (MAROC) a établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée dont le gérant est l'associé unique.

STATUTS DE LA SOCIETE
« COBATIS »

Article 1 – Forme

Il est formé une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts, par le code de commerce, ainsi que par toutes autres dispositions légales et règlementaires en vigueur.

Article 2 – Objet

La société a pour objet en France ou à l'étranger :

- La réalisation de prestations de terrassement, aménagement et réalisation de VRD, réalisation de travaux de maçonnerie, et plus généralement toutes prestations liées au bâtiment et travaux publics.
- L'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés crées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe.
- Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.
- Bureaux d'études, de surveillance, d'assistance technique, suivi, évaluation de projets et exécution de projets de construction immobilières.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

CS

Article 3 - Dénomination

Sa dénomination sociale est : « COBATIS ».
Son sigle est : néant.
Dans tous les actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots : « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée » ou des initiales : « EURL » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au :

2 Av Piccioni
20 220 L'Ile-Rousse

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision de l'associé unique.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Article 6 - Apports

Lors de la constitution, il a été procédé qu'à des apports en numéraire.

Les soussignés apportent à la société, savoir :

- Sadek CHIYDI,

La somme de mille euros ..... 1 000 €

Montant total des apports en numéraire :

Mille euros ..... 1 000 €

Ladite somme correspond à la souscription de cent (100) parts de dix (10) euros chacune, intégralement libérées,
La somme totale versée, soit 1000 Euros, a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation.

Article 7 - Capital social et parts sociales

Le capital est fixé à la somme de 1000 Euros
Le capital est divisé en cent(100) Parts de dix (10) Euros chacune, intégralement libérées.

Article 8 - Gérance

La société est gérée par son associé unique, Monsieur CHIYDI SADEK.

Article 9 - Décisions de l'associé

L'associé unique exerce les pouvoirs et prérogatives de l'assemblée générale dans la société pluripersonnelle. Ses décisions sont répertoriées sur un registre coté et paraphé. Il ne peut en aucun cas déléguer ses pouvoirs.

CS

Article 10- Exercice social

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le 01 Janvier et finit le 31 décembre de chaque année (par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2012).

Article 11 - Comptes sociaux

L'inventaire et les comptes annuels sont établis par l'associé unique gérant. Leur dépôt au registre du commerce et des sociétés dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice vaut approbation des comptes.

Le rapport de gestion est établi chaque année par l'associé unique gérant et tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Article 12 - Actes accomplis pour le compte de la société en formation

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation a été annexé aux statuts. La signature de ceux-ci emportera reprise de ces engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Article 13 – Cession et transmission des parts sociales

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associée unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associée unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associée unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts à des tiers étrangers à la Société autres que le conjoint, les ascendants et descendants d'un associé sont soumises à la procédure d'agrément prévue par les dispositions légales et réglementaires.

Article 14 – Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

CS

Article 15 –Affectation et répartition des résultats

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associée unique. En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associée unique ou l'assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associée unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associée unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieure au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Article 16 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 17 – Dissolution-Liquidation

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.
Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associée unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.
Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de

garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associée unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.
Si la Société comprend un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.
La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.
Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Article 18 – Transformation de la société
La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

Article 19 - Contestations
Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associée unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Article 20 - Frais et formalités de publicité
Les frais afférents à la constitution des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société.
Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Fait à L'Ile-Rousse, le 12 Mai 2016

En 4 exemplaires.

Signature de l'associé

Mr Chaydi Sadek

CJ